

La défaite de l'Ukraine se précise



Par Thierry Meyssan

C'est un secret de polichinelle : le gouvernement de Kiev est en train de perdre militairement face à l'armée russe. Celle-ci avance sans se presser et construit la défense des régions qui ont rejoint Moscou par référendum. Mais cette réalité inexorable en cache d'autres. Par exemple, le fait que la Turquie, toujours membre de l'OTAN, soutient la Russie et lui fournit des pièces détachées pour son armée. Non seulement l'Alliance atlantique perd, mais elle se fissure.

L'avenir de l'Ukraine se précise. Les combats opposent d'un côté le gouvernement de Kiev qui refuse d'honorer sa signature des Accords de Minsk et de l'autre, la Russie qui entend faire respecter la résolution 2202 du Conseil de sécurité, entérinant lesdits Accords. D'un côté, un État qui refuse le Droit international et est soutenu par les Occidentaux, de l'autre un autre État qui refuse les règles occidentales et est soutenu par la Chine et la Turquie.

Comment le président Volodymyr Zelensky, élu pour appliquer les Accords de Minsk, a-t-il pu se transformer en « nationaliste intégral » ([1] « Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 novembre 2022.)), prendre le parti de fanatiques, héritiers des pires criminels du XX^e siècle ? C'est un mystère. L'hypothèse la plus probable est financière, M. Zelensky étant connu depuis la publication des *Paradise Papers* pour ses comptes off-shore et ses propriétés en Angleterre et en Italie. Au demeurant, Volodymyr Zelensky n'a pas grand rapport avec ses « nationalistes intégraux ». C'est un couard. Au début de la guerre, il est resté plusieurs semaines, planqué dans un bunker, probablement hors de Kiev. Il n'est sorti qu'après que le Premier ministre israélien, Nafatali Bennett l'ait assuré que le président Vladimir Poutine lui avait promis qu'il ne tuerait pas le président ukrainien ([2] « Bennett : Putin assured me at Moscow meeting he wouldn't kill Zelensky », *The Times of Israël*, February 5, 2023.)). Depuis, il fait le matamore par vidéo dans tous les sommets politiques et festivals artistiques occidentaux.

Comment la Turquie, alliée des Occidentaux au sein de l'OTAN, s'est-elle impliquée du côté russe ? C'est plus facile à comprendre pour ceux qui ont suivi les tentatives d'assassinat du président Recep Tayyip Erdoğan par la CIA. Au départ Erdoğan était un voyou de rue. Puis, il s'est investi dans une

milice islamique qui l'a conduit à se rapprocher aussi bien des insurgés afghans que des jihadistes russes d'Itchkérie, ce n'est qu'après ce parcours qu'il est entré en politique, au sens classique du terme. Durant sa période de soutien aux groupes musulmans anti-russes, il était un agent de la CIA. Comme beaucoup, lorsqu'il est parvenu au pouvoir, il a considéré les choses différemment. Il s'est progressivement détaché de Langley et a voulu servir son peuple. Cependant son évolution personnelle s'est déroulée alors que son propre pays changeait plusieurs fois de stratégie. La Turquie n'a toujours pas digéré la chute de l'Empire ottoman. Elle s'est essayée à plusieurs stratégies successivement. Depuis 1987, elle est candidate à l'Union européenne. En 2009, avec Ahmet Davutoğlu, elle a pensé rétablir son influence ottomane. De fil en aiguille, elle a imaginé réunir cet objectif national et le parcours personnel de son président pour devenir la patrie des Frères musulmans et rétablir le Califat, abrogé par Mustafa Kemal Atatürk en 1924. Mais la chute de l'Émirat islamique l'oblige à abandonner ce projet. La Turquie se tourne alors vers les peuples turcophones, elle hésite à englober les Ouïghours et finalement choisit les peuples ethniquement turcs. Quoi qu'il en soit, dans cette quête, elle n'a plus besoin ni des Européens, ni des États-Unis, mais de la Russie et de la Chine. Après sa victoire contre l'Arménie, elle crée l'« Organisation des États turcs » (le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Turquie et l'Ouzbékistan. En outre, la Hongrie et le Turkménistan y ont le statut d'observateur).

Aujourd'hui, selon le *Wall Street Journal*, 15 sociétés turques exportent chaque mois pour 18,5 millions de dollars de matériels achetés aux États-Unis vers une dizaine de sociétés russes faisant l'objet de mesures coercitives unilatérales illégales US (présentées comme des « sanctions » par la propagande atlantiste)([3] « Russia's Ukraine War Effort Fueled by Turkish Exports », Jared Malsin, *Wall Street Journal*, February 3, 2023.)). Le sous-secrétaire US au Trésor chargé du Terrorisme et du Renseignement financier, Brian Nelson, s'est rendu en vain à Ankara pour contraindre la Turquie de respecter les règles occidentales. Ankara continue à soutenir secrètement l'armée russe.

Lorsque l'émissaire états-unien a fait remarquer que la Turquie était sur la mauvaise pente en se plaçant du côté du vaincu russe, ses interlocuteurs lui ont présenté les vrais chiffres de la guerre en Ukraine, établis par le Mossad et publiés par *Hürseda Haber*([4] « İddia : MOSSAD'a göre Ukrayna ve Rusya kayıpları », 25 Ocak 2023.)). Sur le terrain, le rapport de forces est de 1 à 8 au bénéfice de la Russie. Il y a 18 480 morts côté russe, contre 157 000 côté ukrainien. Comme dans le conte d'Andersen, le roi était nu.

La Turquie bloque aujourd'hui l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Ce faisant, elle bloque aussi celle de la Finlande qui avait été présentée dans le même dossier. Si l'on admet les informations du *Wall Street Journal*, il ne s'agit pas d'un hasard. Certes Ankara avait obtenu l'engagement de ces deux pays à extraditer les chefs du PKK et du mouvement de Fethullah Gülen ; engagement qu'ils n'ont pas tenu. Mais il ne pouvait pas en être autrement dans la mesure où, depuis l'emprisonnement de son chef, Abdullah Öcalan, le PKK est devenu un outil de la CIA et qu'il se bat aujourd'hui sous les ordres de

l'OTAN, lui qui jadis était allié des Soviétiques([5] « Général Başbuğ : les USA dirigent le PKK depuis l'emprisonnement d'Öcalan », Réseau Voltaire, 13 mars 2018.)). Quant à Fethullah Gülen, il vit aux États-Unis sous la protection de la CIA. Il a joué un rôle central dans la tentative d'assassinat du président turc, le 15 juillet 2016, et dans celle de coup d'État qui suivit.

La Turquie soutient donc aujourd'hui la Russie au même titre que la Chine : elle lui fournit des pièces détachées pour son industrie de Défense et n'hésite pas à lui réexpédier du matériel de fabrication états-unienne. Mais alors que la Croatie et la Hongrie, autres membres de l'OTAN, n'hésitent pas à dire publiquement que le soutien de l'Alliance à l'Ukraine est une stupidité, sans pour autant la quitter, Ankara feint d'être pleinement atlantiste.

Le tremblement de terre qui vient de secouer la Turquie et la Syrie n'a pas les caractéristiques des tremblements observés jusqu'ici, partout dans le monde. Le fait qu'une dizaine d'ambassadeurs occidentaux aient quitté Ankara dans les cinq jours précédant le séisme et que, dans la même période, leurs pays aient émis des conseils de ne pas se rendre en Turquie semble indiquer que les Occidentaux savaient à l'avance ce qui allait avoir lieu. Les États-Unis disposent de moyens techniques pour provoquer des tremblements de terre. Ils s'étaient engagés, en 1976, à ne jamais y recourir. La sénatrice roumaine Diana Ivanovici Șoșoacă affirme qu'ils ont violé leur signature de la « Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles » et ont provoqué ce séisme([6] « Selon la sénatrice Diana Ivanovici Șoșoacă, les USA ont provoqué le séisme en Turquie et en Syrie », Réseau Voltaire, 13 février 2023.)). Le président Recep Tayyip Erdoğan a demandé à ses services de Renseignement (MİT) d'étudier ce qui n'est aujourd'hui qu'une hypothèse. Dans le cas d'une réponse positive, il faudrait admettre que Washington, conscient qu'il n'est plus ni la première puissance économique mondiale ni la première puissance militaire mondiale, détruit ses alliés avant de mourir.

[Voir :

Selon la sénatrice Diana Ivanovici Șoșoacă au Parlement roumain, la Turquie a été victime d'une arme sismique]

Contrairement aux messages dont l'Occident est abreuvé, non seulement sur le terrain, l'Ukraine perd, mais l'OTAN est remise en cause de l'intérieur par au moins trois de ses membres.

Dans ces conditions, comment expliquer que les États-Unis continuent à envoyer des armes sur le champ de bataille et à exiger de leurs alliés qu'ils en envoient en masse ? Force est de constater qu'une majorité de ces armes ne sont pas modernes, mais datent de la Guerre Froide et sont généralement soviétiques. Inutile de gâcher des armements des années 2000 sachant qu'ils seront détruits parce que la Russie dispose d'armes plus modernes que celles de l'Occident. Par ailleurs, il peut être intéressant pour diverses armées de

tester des armes de dernière génération dans un combat de haute intensité. Dans ce cas, les Occidentaux n'envoient que quelques spécimens de ces armes et surtout pas plus.

En outre, si les unités « nationalistes intégrales » ukrainiennes reçoivent des armes occidentales, les conscrits n'en ont pas. Le différentiel, probablement les deux tiers, est conservé en Albanie et au Kosovo ou envoyé au Sahel. Il y a trois mois, le président nigérian, Muhammadu Buhari, au sommet de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) a dénoncé l'arrivée de ces armes dans les mains de l'État islamique([7] « Muhammadu Buhari met en garde contre le flux d'armes de la guerre russo-ukrainienne en Afrique », *Actu Niger*, 30 novembre 2022.)). Devant les exclamations de surprise et d'indignation des parlementaires US, le Pentagone a créé une commission chargée d'effectuer un suivi des livraisons. Elle n'a, à aucun moment, rendu compte de ses activités et des détournements qu'elle aurait constatés.

Il y a deux semaines, l'inspecteur général du Pentagone s'est rendu en Ukraine, officiellement pour faire toute la lumière sur ces détournements. Dans un article précédent, j'ai montré qu'il était surtout venu là-bas pour effacer avec succès les traces des affaires de Hunter Biden([8] « L'affaire Hunter Biden / Ihor Kolomoïsky », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 février 2023.)). Le ministre de la Défense ukrainien, Oleksiy Reznikov, avait annoncé qu'il allait démissionner instamment avec plusieurs membres de son administration. Il n'en est toujours rien.

Autre question : pourquoi l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, copropriétaires des gazoducs Nord Stream ne protestent pas après le sabotage dont ils ont été victimes, le 26 septembre 2022 ? Et pourquoi ils ne réagissent pas aux révélations de Seymour Hersch sur la responsabilité états-unis-norvégienne ? ([9] « Comment l'Amérique a détruit Nord Stream », par Seymour M. Hersh, *Réseau Voltaire*, 11 février 2023.))?

[Voir :
Comment les États-Unis ont détruit le gazoduc Nord Stream]

Certes, le porte-parole des nationalistes d'Alternative pour l'Allemagne a demandé la création d'une commission d'enquête au Bundestag sur ce sabotage, mais la grande majorité des responsables politiques de ces trois pays se font discrets : leur pire ennemi est leur allié !

Au contraire, ils se sont flattés de recevoir le président Volodymyr Zelensky à Bruxelles. Mais celui-ci s'était préalablement rendu à Washington et à Londres, les deux capitales qui comptent, avant de venir s'adresser à celles qui paient.
